

Eldorado Nucléaire Limitée

la sécurité, que M. Roman et sa compagnie, Denison Mines Limited, ont fini par installer de l'équipement de sécurité.

Cela incrimine très sérieusement M. Roman et Denison Mines. M. Roman, le grand champion de la libre entreprise, a naturellement amassé le plus gros de sa fortune en développant Denison Mines à l'aide des subventions d'Eldorado et des garanties de cette société d'État.

Le gouvernement est maintenant prêt à vendre Eldorado sans y inclure l'énorme responsabilité environnementale ni l'énorme dette. Les problèmes environnementaux ne se limitent pas aux sites d'enfouissement. Il y a des problèmes aux usines de Port Hope et de Saskatchewan. Le maintien des activités de Port Hope, surtout à leur capacité actuelle—9000 tonnes de UF6 par an—va créer des volumes considérables de déchets liquides et solides. Vu la proximité du lac Ontario et de la ville, la nouvelle société améliorerait beaucoup son image si elle s'engageait à recycler ou à épurer, puis à vendre ces déchets. Pourtant, cela n'a pas été mentionné.

● (1640)

Il y a aussi des problèmes d'assainissement en Saskatchewan. Les résidus de mine contiennent de faibles quantités d'uranium, de radium et d'autres éléments. Un très bon traitement d'épuration est nécessaire en permanence et on doit apprendre au personnel concerné à bien comprendre les principes en jeu. Dans le passé, cette compréhension a été douteuse dans le meilleur des cas. Ce sont des problèmes que le gouvernement ne reconnaît pas vraiment.

A mon avis, il est trop tôt pour privatiser Eldorado Nucléaire. Nous avons besoin que le gouvernement fasse une enquête approfondie sur l'industrie nucléaire, sur ce qui s'y passe et sur la façon dont on peut régler certains de ces problèmes de l'environnement, comme l'élimination des déchets nucléaires à forte et faible teneurs dont se préoccupe tant Eldorado Nucléaire. Aussi il est trop tôt, je pense, pour privatiser Eldorado Nucléaire. Je pense également que le gouvernement a assumé dans une trop grande mesure les dettes et les énormes problèmes concernant l'environnement.

Je voudrais porter à l'attention de la Chambre mon discours du 1^{er} décembre 1986. J'ai essayé d'y traiter certains des principes de la privatisation. Il fait remarquer que la campagne de privatisation du gouvernement, d'après moi, ne répondait pas aux pressions du public. J'ai déclaré, à la page 1627 du *hansard*:

Cette campagne s'inspire d'une idéologie néo-conservatrice, qui est un véritable anachronisme dans notre histoire. Les premières sociétés d'État remontent à la construction du Canal Lachine, en 1921. Ce canal fut notre première entreprise publique lancée par le gouvernement du Bas-Canada après l'échec d'une société privée. L'histoire du Canada est truffée de situation comme celle-là. Nos sociétés d'État ont assuré la cohésion de la population restreinte de notre vaste pays qui est voisin de la nation la plus puissante du monde. Nous avons nos raisons de créer ces sociétés. Elles ont répondu au besoin de fournir des services essentiels, de mettre en valeur les ressources nationales, d'exploiter des services publics, de renflouer des entreprises privées ou de faire oeuvre de pionnier dans de nouveaux secteurs.

Elles ont été établies non seulement pour assurer la présence du secteur public mais aussi la présence du Canada dans les secteurs où les Américains auraient autrement risqué de s'ingérer.

Nous du Nouveau parti démocratique croyons donc qu'il doit y avoir des raisons de privatiser les sociétés d'État, à condition que celles-ci aient un rôle à jouer dans l'histoire du Canada. On a effectué à ce propos des sondages d'opinion. Ils

montrent que la plupart des gens veulent garder les sociétés d'État à l'exception d'un seul groupe, ceux qui gagnent plus de 55 000 \$ par an. Les riches veulent vendre les sociétés d'État. C'est, j'imagine, parce qu'ils voudraient les acheter pour tirer profit des bijoux que possède le Canada. C'est une fausse question que de demander si nous ne voulons pas que les travailleurs deviennent propriétaires. Ils le sont déjà. Nous le sommes tous, collectivement. On pourrait accroître la participation des travailleurs en les faisant siéger au conseil d'administration et en les encourageant à s'occuper des aspects santé et sécurité de l'entreprise, particulièrement dans l'industrie de l'uranium. Les travailleurs de l'acier ont apporté d'importantes améliorations à cet égard et ils poursuivent leurs efforts en ce sens.

Je voudrais signaler à la Chambre un rapport préparé par le professeur John Langford pour l'Institut de recherches politiques à l'occasion d'une conférence sur la privatisation tenue il y a environ deux ans. Le professeur Langford enseigne l'administration publique à l'université de Victoria. Il a tenté d'analyser les raisons invoquées pour préconiser la privatisation, notamment le fait qu'elle éliminera la menace posée par l'entreprise d'État à l'économie mixte. On part du principe que les gouvernements possèdent actuellement une trop grande part de l'économie. Quelle proportion les entreprises d'État doivent-elles représenter pour occuper une place importante dans certains secteurs industriels? Toujours d'après le professeur Langford, les entreprises d'État ne comptent que pour environ 12 p. 100 de toutes les activités économiques au Canada. Cela se compare à la situation qui existe dans un certain nombre d'autres pays industrialisés prospères.

Cela réfute la thèse selon laquelle il y a trop d'entreprises d'État. Une autre raison donnée à l'appui de la privatisation est qu'une telle stratégie permettra de créer de nouveaux emplois, de susciter de nouveaux investissements, de relancer l'économie et de rationaliser le secteur privé. Bien que tout cela ait l'air prometteur, je me demande si cette théorie a déjà fait ses preuves. Le député de Sarnia nous a raconté une de ses expériences. Je peux vous relater l'expérience que j'ai connue en Colombie-Britannique. L'ancien premier ministre provincial, Bill Bennett, a privatisé d'un seul coup un grand nombre des sociétés d'État de la Colombie-Britannique. La nouvelle société a été baptisée *British Columbia Resources Investment Corporation*. Le public pouvait acheter des actions pour 6 dollars chacune. Elles se vendent aujourd'hui moins d'un dollar chacune. Ce programme de privatisation fut un désastre dont certains investisseurs subissent encore les conséquences. Il ne s'est pas créé tellement d'emplois, que je sache.

Le premier ministre (M. Mulroney) a déjà dit qu'il attendait le jour où une acquisition créerait des emplois autrement que pour les avocats et les comptables. On peut en dire autant de cette privatisation qui risque simplement d'accentuer la concentration d'entreprises. Les privatisations ne créent pas nécessairement des emplois. Il reste à voir dans quel domaine il s'en créerait. Compte tenu du marasme dans lequel se trouve le marché de l'uranium, de l'échec fondamental de l'industrie et des réacteurs nucléaires, des retombées de Tchernobyl et de Three Mile Island, le secteur nucléaire, qu'il soit public ou privé, aura beaucoup de difficulté à progresser.